

ACTION URGENTE

LES AUTORITÉS DOIVENT RÉVÉLER LE LIEU OÙ EST DÉTENU UN RESSORTISSANT ÉGYPTIEN

Mosab Ahmed Abdel Aziz Ramadan, ressortissant égyptien, a été arrêté le 21 octobre 2014 après avoir été convoqué par les Services de sécurité préventive à Sharjah, aux Émirats arabes unis. On ignore où il se trouve et il risque d'être victime de torture et de mauvais traitements.

Le directeur exécutif d'une entreprise du secteur de l'énergie de Doubaï, l'Égyptien **Mosab Ahmed Abdel Aziz Ramadan**, est le fils du conseiller médias de l'ancien président égyptien Mohamed Morsi et membre dirigeant des Frères musulmans. Mosab Ahmed Abdel Aziz Ramadan a reçu un appel le 21 octobre 2014 vers 14 heures, le convoquant au siège des Services de sécurité préventive de la ville de Sharjah. Il a téléphoné à sa sœur pour l'informer de cette convocation pour laquelle aucun motif ne lui a été fourni. Il s'est rendu immédiatement au siège et a été arrêté. Sa sœur s'y est présentée le lendemain, et elle a appris que son frère avait été transféré au département de la Sûreté de l'État à Abou Dhabi, la capitale. Elle n'a pas été autorisée à lui rendre visite ni à lui remettre les vêtements qu'elle avait apportés pour lui. Dans la soirée du 24 octobre, Mosab Ahmed Abdel Aziz Ramadan a appelé sa sœur pour lui dire qu'il se portait bien et qu'il allait être libéré sous peu. Depuis, la famille, qui vit en Turquie, a adressé au président et au prince héritier plusieurs lettres via l'ambassade des Émirats arabes unis à Istanbul, afin de demander des informations sur le lieu où il se trouve et sur les motifs de son arrestation. Ces lettres sont demeurées sans réponse.

La famille a contacté des avocats à Abou Dhabi, mais ceux-ci ont refusé d'apporter leur aide. Très peu d'avocats sont disposés à défendre les personnes perçues comme entretenant des liens avec les Frères musulmans et arrêtées par les services de la sûreté de l'État du pays, craignant d'être harcelés et intimidés par les autorités.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais, en arabe ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités des Émirats arabes unis à révéler immédiatement le lieu où est retenu Mosab Ahmed Abdel Aziz Ramadan et à indiquer le fondement juridique de sa détention ;
- demandez-leur de veiller à ce qu'il soit protégé contre la torture et les mauvais traitements, et à ce qu'il puisse consulter rapidement un avocat de son choix et bénéficier des soins médicaux dont il pourrait avoir besoin ;
- demandez-leur de garantir qu'il soit inculpé sans délai d'une infraction pénale dûment reconnue par la loi, ou qu'il soit libéré.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 11 MARS 2015 À :

Président

Sheikh Khalifa bin Zayed Al Nahyan
Ministry of Presidential Affairs
Corniche Road
Abu Dhabi, P.O. Box 280
Émirats arabes unis
Fax : +971 2 622 2228
Courriel : ihtimam@mopa.ae
Formule d'appel : Your Highness, / Monseigneur (Votre Altesse, dans le corps du texte),

Prince héritier d'Abou Dhabi

Sheikh Mohamed bin Zayed Al Nahyan
Crown Prince Court Bainunah Street
Abu Dhabi, P.O. Box 124
Émirats arabes unis
Fax : +971 2 668 6622
Twitter : @MBZNews
Formule d'appel : Your Highness, / Monseigneur (Votre Altesse, dans le corps du texte),

Copies à :

Ministre de l'Intérieur

Lt General Sheikh Saif bin Zayed Al Nahyan
Zayed Sport City, Arab Gulf Street, Near to Shaikh Zayed Mosque
Abu Dhabi POB: 398
Fax : +971 2 4414938 / +971 2 4022762 / +971 2 4415780
Courriel : moi@moi.gov.ae
Twitter : @SaifBZayed

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques des Émirats arabes unis dans votre pays (adresse/s à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

LES AUTORITÉS DOIVENT RÉVÉLER LE LIEU OÙ EST DÉTENU UN RESSORTISSANT ÉGYPTIEN

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Mosab Ahmed Abdel Aziz Ramadan est le fils du conseiller médias de l'ancien président égyptien Mohamed Morsi. Sa sœur Habiba Ahmed Abdel Aziz, journaliste âgée d'une vingtaine d'années, est morte d'une balle réelle tirée dans la nuque par les forces de sécurité lorsqu'elles ont dispersé avec violence une manifestation place Rabaa Al Adaweya, en Égypte, le 14 août 2013. Au moins 500 manifestants ont été tués ce jour-là, place Rabaa Al Adaweya. Le procureur et la commission nationale d'enquête n'ont pas véritablement enquêté sur l'homicide des manifestants le 14 août et aucun membre des forces de sécurité n'a encore été déféré à la justice ni tenu pour responsable de ces actes. Depuis que l'ancien président Mohamed Morsi a été renversé le 3 juillet 2013, les forces de sécurité égyptiennes sévissent contre les membres et les partisans des Frères musulmans. Au moins 16 000 personnes sont en prison, la majorité étant des membres ou des partisans des Frères musulmans. Au moins 3 000 sont des membres de haut et de moyen niveau du mouvement. Ceux qui sont détenus dans les geôles égyptiennes sont en butte à des procès iniques qui ont dans de nombreux cas débouché sur des condamnations à mort à l'issue de procès ne respectant pas les normes minimales en matière d'équité. Parmi eux figurait le guide général des Frères musulmans qui a été condamné à mort au moins deux fois depuis la chute de Mohamed Morsi.

Les autorités des Émirats arabes unis ont arrêté des dizaines d'étrangers au cours des dernières années. Beaucoup ont été soumis à des disparitions forcées, détenus dans des lieux tenus secrets par des services qui refusaient de confirmer leur détention et de communiquer la moindre information à leurs familles – notamment le motif, le fondement juridique, le lieu et les conditions de leur détention. Les autorités leur ont aussi refusé la possibilité de consulter un avocat. Ces conditions enfreignent la législation des Émirats arabes unis, ainsi que le droit international. Nombre des personnes arrêtées ont été détenues à l'isolement et ont affirmé avoir été torturées ou soumises à d'autres formes de mauvais traitements pendant des interrogatoires.

Depuis 2012, des dizaines d'Égyptiens ont également été victimes de disparitions forcées aux Émirats arabes unis. En novembre 2013, 20 Égyptiens qui avaient été détenus pendant des mois dans des lieux indéterminés ont été sortis de leur détention secrète pour être jugés par la chambre de la Cour suprême fédérale chargée des affaires concernant la Sûreté de l'État, accusés notamment d'avoir créé une branche « internationale » des Frères musulmans (une organisation égyptienne) et d'avoir volé et diffusé des documents d'État classés secrets. Dans la salle d'audience, beaucoup de prévenus ont déclaré que des agents de la Sûreté de l'État les avaient soumis à des actes de torture et d'autres mauvais traitements au cours de leur détention prolongée avant le procès dans des lieux non divulgués, lorsqu'ils étaient détenus au secret. Ils les avaient soumis à ces actes afin de les contraindre à signer des « aveux », sur lesquels les prévenus sont revenus devant le tribunal. Cependant, malgré la gravité de leurs allégations, le juge présidant le tribunal n'a pas ordonné d'investigations et a retenu à titre de preuve les « aveux » rétractés qui leur avaient été extorqués sous la torture et la contrainte.

Amnesty International a recueilli des informations sur plusieurs cas d'Égyptiens détenus, dans son rapport de novembre 2014 intitulé *"There is no freedom here" – Silencing dissent in the United Arab Emirates*, que vous pouvez consulter en cliquant sur : <http://www.amnesty.org/en/library/info/MDE25/018/2014/en>.

Nom : Mosab Ahmed Abdel Aziz Ramadan
Homme

AU 21/15, MDE 25/003/2015, 28 janvier 2015